Dans cette lecture critique de Villes rebelles. De New York à São Paulo, comment la rue affronte le nouvel ordre capitaliste *(éditions du Sextant, 2014, 157 p., 15€), Jean-Pierre Garnier montre l'intérêt d'un ouvrage principalement rédigé par des auteurs brésiliens à partir de leur propre situation, mais qui propose en même temps des développements de portée générale.*

À l'heure où, dans le monde académique français de la recherche urbaine, la thématique des mouvements sociaux dont la ville est à la fois le lieu et l'enjeu semble revenue à la mode, comme en témoignent plusieurs colloques récents ou à venir, ce petit ouvrage collectif est susceptible d'apporter une contribution originale aux débats. Mis à part trois sommités anglophones du courant critique dit « radical » (David Harvey, Mike Davis, Slavoj Žižek), la quinzaine d'auteurs réunis dans ce livre sont tous brésiliens. Avec pour particularité d'avoir rédigé leurs articles dans le feu de l'action à laquelle ils ont participé : les manifestations massives de juin 2013 organisées dans les grandes villes brésiliennes à l'approche du Mondial de football et, à plus long terme, des Jeux Olympiques programmés pour 2016.

Les raisons conjoncturelles en sont connues : la hausse des prix et l'insuffisance des transports collectifs largement sous l'emprise du secteur privé, les dépenses publiques colossales engagées en matière d'infrastructures et d'équipements pour accueillir les événements sportifs aux dépens des investissements nécessaires concernant le logement social, la santé publique ou l'éducation populaire, l'expulsion violente des habitants des favelas — 360 000 personnes déplacées dans les villes hôtes de la Coupe — qui « violent le droit au logement et à la ville » pour laisser le champ libre à la spéculation immobilière et à la « gentrification ». La parution en France de cet ouvrage a presque coïncidé avec le coup d'envoi de la coupe du monde de foot au Brésil. Ce dont il traite, ce sont donc les manifestations populaires de grande ampleur qu'elle a provoquées durant presque un an, non pas d'enthousiasme en sa faveur, mais de colère contre elle, ainsi que de la répression violente dont elles ont fait l'objet. Bien que tirés « à chaud », les enseignements des différents contributeurs du livre n'en ont pas moins une portée qui va bien au-delà des circonstances locales qui les ont inspirés.

Depuis l'été 2013, les rues de plusieurs dizaines de grandes villes brésiliennes avaient été

envahies par des foules de mécontents choqués par les dépenses pharaoniques engagées pour la construction des installations et des voies d'accès destinées au Mondial de football et à accueillir deux ans plus tard les Jeux Olympiques, alors que les équipes gouvernementales « de gauche » au pouvoir, au niveau fédéral, des États et des municipalités auraient pu les consacrer à d'autres priorités répondant aux besoins de la majorité des citadins. Les investissements publics somptuaires qui ne profiteraient qu'à une minorité déjà privilégiée, brésilienne ou étrangère, avaient pour corollaire, outre la hausse des tarifs des transports, des restrictions budgétaires concernant les équipements collectifs et le blocage des salaires des salariés des services publics, depuis les instituteurs jusqu'aux éboueurs. À cela s'ajoutait l'expulsion *manu militari*, sous couvert de lutte contre la criminalité, des habitants des favelas bien situées à des fins de spéculation immobilière et de « requalification urbaine ».

L'intérêt majeur de l'ouvrage, d'ordre à la fois théorique et politique, est d'exposer à partir de points de vue différents voire parfois contradictoires les causes profondes de protestations ayant « la rue » pour théâtre, pour les inscrire dans un processus global qui, par bien des aspects, dépasse très souvent les limites circonscrites par la formulation habituelle de la « question urbaine ». Comme le sous-titre le suggère, en effet, l'enjeu des affrontements entre manifestants et pouvoirs en place via les forces répressives déployées par ces derniers relève d'une question devenue planétaire avec la transnationalisation du capital : celle de l'émancipation collective, moins que jamais résolue à l'heure où, comme le note Carlos Vainer, professeur de sociologie urbaine à l'Université de Rio de Janeiro, l' « idéologie de l'entreprenariat et de l'individualisme compétitif prétend régir la totalité de la vie sociale » et donc de la vie urbaine.

« Méga-évènements, méga-affaires, méga-protestations », tel est, résumé par cet universitaire, l'enchaînement des causalités qui ont conduit à la situation explosive que connaissent nombre de métropoles brésiliennes depuis déjà quelque temps. On pourrait aussi ajouter « méga-répression » à propos des « troupes d'élite » chargées d'étouffer les révoltes populaires avec l'aide de blindés, d'hélicoptères et en tirant à balles réelles pour déloger les habitants dont la présence fait obstacle à une « reconquête urbaine » profitable à d'autres qu'eux.

Erminia Maricato, professeur de sociologie elle aussi, qui fut vice-ministre d'un Ministère des Villes à l'époque où le Président Lula da Silva faisait encore illusion parmi son électorat, décrit comme suit l'arrière-plan structurel des luttes urbaines en cours : « La ville n'est pas seulement la reproduction de la force de travail. C'est un produit ou, en d'autres termes, un grand business aussi, spécialement pour les capitalistes qui empochent avec sa production et son exploitation, des bénéfices, des intérêts et des revenus. Il y a un conflit de base, comme une toile de fond, entre ceux qui veulent de meilleures conditions de vie et ceux qui visent seulement à tirer des profits. »

Pour E. Maricato, « la ville formelle, destinée à être l'image de quelques morceaux d'images du "Premier Monde", est l'autre face de la médaille » que constituent les quartiers illégalement construits par les habitants sur les zones qu'ils ont envahies. Cette « force de travail bon marché, objet de ségrégation et exclue de la ville légale, n'est pas prise en charge par le marché immobilier privé ». Il en résulte que « tout comme nous vivons une industrialisation des bas salaires, nous pouvons dire que nous vivons une urbanisation des bas salaires ».

En matière de « sécurité publique », dimension essentielle de la ville entrepreneuriale, Rio de Janeiro est, aux yeux de deux autres universitaires, Felipe Brito et Pedro Rocha de

Olivera, « un laboratoire de dispositifs étatiques coercitifs ». Leur mise en œuvre lors du nettoyage socio-ethnique des favelas correspond à un tournant de la politique menée à l'égard de la masse d'appauvris qui y survivent : ceux-ci sont passés, au début des années 1990, du statut d'« armée industrielle de réserve » à celui de « superflus, de surnuméraires, d'individus jetables, jetés en permanence dans le chômage structurel et le secteur informel ». Dès lors, la séparation entre État de droit et état de siège a fait place à une articulation où l'on assiste à « une suspension de l'État de droit au nom de la défense de l'État de droit ». Dès lors, la violence étatique légitimée par lutte contre les trafiquants de drogue « apparaît comme un prérequis indispensable à une "action sociale" qui n'a historiquement jamais été réalisée, et il y a aujourd'hui moins de raison que jamais pour cela ». La preuve ? Ce sont des « unités de police pacificatrice » qui, une fois les favelas « nettoyées » par les nervis en uniformes du Bataillon des Opérations Spéciales (BOPE), y ont été installées à demeure à partir de décembre 2009 pour préserver la paix sociale. En réalité, elles ont tout aussi brutales que le BOPE en matière de maintien de l'ordre. Il faut dire que leurs membres sont recrutés au sein de la police militaire, un corps également à la sinistre réputation, qui, à l'époque de la dictature, faisait des heures supplémentaires rétribuées par les commerçants pour liquider les délinquants. En avril 2014, un danseur et DJ de la favela Pavao-Pavaozinho, soi-disant pris pour un trafiquant de drogue, sera battu à mort par une UPP dans une crèche où il s'était réfugié pour échapper à des échanges de tirs entre policiers et malfrats. Peu après, en riposte à cet assassinat policier, des émeutes éclataient à Copacabana, la célèbre plage surplombée par cette favela.

Comme le relèvent les deux universitaires mentionnés, « dans la ville des "bons citoyens" règne aussi une politique de paranoïa concrète, de telle sorte […] qu'il est difficile de savoir qui est assiégé, si ce n'est par le fait que les morts massives par homicide au Brésil sont marquées par une évidente sélectivité économico-ethnico-spatiale ». Des morts qui, désormais, « font partie du fonctionnement quotidien du régime démocratique en vogue dans le pays, qui promeut un type de démantèlement conceptuel qui — faut-il observer — n'est pas une prérogative de la périphérie du capitalisme ».

De fait, les « incursions mortifères » des forces de l'ordre dans les territoires pauvres, « devenues aussi naturelles que la propriété privée des moyens de production ou la monétarisation des relations sociales », de même que, d'une manière plus générale, les politiques urbanistiques menées à Rio de Janeiro et Sao Paolo pour les positionner en bonne place dans la « concurrence libre et non faussée » entre capitales du capital, ne font que pousser à l'extrême celles qui prévalent dorénavant pour reconfigurer spatialement et socialement les métropoles du « Nord » en fonction d'intérêts où les besoins et les aspirations populaires sont tenus pour quantité négligeable.

Bon nombre des analyses et des remarques des différents auteurs pourraient en effet, sans forcer le trait, trouver à s'appliquer à l'évolution actuelle des grandes régions urbaines nord-américaines et européennes, comme y invitent, chacun à sa manière, les trois auteurs non brésiliens déjà mentionnés, même s'il leur arrive de placer un peu abusivement sous la bannière du « droit à la ville » des mouvements contestataires qui n'ont rien à voir avec cette revendication. Ainsi David Harvey rapproche t-il, par exemple, les manifestations brésiliennes de celles des jeunes Chinois pour la démocratie sur la place Tien an Men à Pékin en 1989 ou la mobilisation, le 15 février 2003, de « millions de personnes pour protester contre le projet d'intervention impérialiste étasunienne en Irak ». N'en déplaise au géographe « radical », on chercherait en vain trace dans ces mouvements l'effet de contradictions ou de préoccupations d'ordre « urbain ».

Comme il a été signalé plus haut, les interprétations proposées dans ce livre divergent

parfois, divergence qui ne fait que refléter, comme le note dans la préface l'architecte et urbaniste Raquel Rolnik, « le concert dissonant, multiple » des rues. Oscillant entre réformisme et radicalité, plusieurs auteurs discernent dans les mobilisations, au-delà des protestations contre certains aspects de la politique urbaine, une revendication pour « plus de démocratie, de capacité d'intervention » des citoyens dans les décisions qui les concernent en tant que citadins, sans remise en cause aucune du régime et encore moins du système social, tandis que d'autres y voient une offensive contre l'ordre urbain capitaliste soumis à la logique du profit et l'esquisse d'une organisation sociale alternative fondée sur l'horizontalité, « sans personnification du leadership ni commandement de partis ou de comités centraux ». D'où des polémiques dont on trouve l'écho dans l'ouvrage.

L'une, relative aux classes sociales impliquées dans ce mouvement, renvoie à la problématique gramscienne de l'hégémonie, c'est-à-dire de l'alliance de classes à constituer dans un mouvement antilibéral sinon anticapitaliste. Contrairement aux allégations des politiciens et des journalistes conservateurs qui feignaient de ne voir dans les trublions descendus en masse dans la rue qu'une foule de « fils à papa », une partie des classes populaires adhérait et même participait, certes de façon minoritaire, aux manifestations de rue : habitants victimes des expulsions, travailleurs informels et chômeurs, salariés profitant de l'occasion pour faire aboutir leurs revendications. En mars 2014, les éboueurs feront une grève « bien sentie » à Rio, puis, fin mai de la même année, ce serait au tour des habitants sans toit à Brasilia, des syndicats de chauffeurs de bus, d'employés du métro et même de policiers. Tous mettaient à profit ce rendez-vous sportif mondialisé pour tenter de mettre en avant leurs revendications, sans compter, à Brasilia aux abords du stade Mané Garrincha, les manifestations des Indiens luttant pour la préservation de la forêt amazonienne gravement mise en danger par la déforestation anarchique, l'avancée des cultures de soja et les barrages hydroélectriques. Cependant, ce furent effectivement des jeunes militants et activistes appartenant à la petite bourgeoisie intellectuelle qui prirent l'initiative et la tête du mouvement : des étudiants — y compris des enfants de la bourgeoisie dans le cas de ceux de l'Université de São Paulo, la plus sélective du pays —, des enseignants, des travailleurs sociaux, des informaticiens, des artistes. Les militants anarchistes du « black block », qui était de la partie, étaient eux aussi issus de la petite bourgeoisie intellectuelle, notamment de ses franges inférieures menacées de prolétarisation. C'est cette jeunesse diplômée qui a déclenché et animé la lutte contre la hausse des tarifs des transports en commun, réclamé le « Passe livre » (la gratuité), dénoncé le gaspillage des fonds publics dans des dépenses jugées somptuaires, manifesté sa solidarité avec les habitants des favelas délogés par la force de leurs quartiers, solidarité facilitée par la violente répression dont ces jeunes gens étaient eux-mêmes victimes de la part des « troupes de choc » chargées de « démontrer en direct » sur les écrans de télévision, comme le note ironiquement Silvia Viana, professeur de sociologie à l'Université de São Paulo, « de quel bois est fait notre État de droit ».

Ce langage imagé est en phase avec le contexte. De fait, et c'est là une autre de ses qualités, l'ouvrage tranche souvent par le ton et le style avec ce qu'on peut lire d'ordinaire en France sur la « conflictualité urbaine » étudiée par des chercheurs en position de surplomb, totalement déconnectés des luttes sur le terrain, qui ne s'adressent en général qu'à leurs pairs ou à leurs commanditaires publics. Qu'ils soient sociologues, historiens, philosophes, professeurs d'urbanisme ou d'architecture, journalistes, les contributeurs brésiliens ont été intimement mêlés aux événements, et ne cherchent nullement à dissimuler leur engagement, sans pour autant avoir renoncé à la distance critique qu'ils estiment nécessaire, moins par souci de scientificité, d'ailleurs, que parce que la lucidité est à leurs yeux un gage d'efficacité pour la poursuite du combat. Aussi n'hésitent-ils pas à

délaisser le jargon académique dans leurs explications[1].

Parlant des étudiants qui, lors des affrontements avec la police militaire, ont « assumé le risque majeur : attenter à la “sécurité publique” et à leur sécurité personnelle », la sociologue citée ci-dessus met bien en évidence sans mâcher ses mots ce qu’il en coûte, en termes de classes sociales, à « une protestation qui mérite ce nom », c’est-à-dire « en elle-même violente ». À la différence des manifestations pacifiques célébrées par les médias dominants, « agitation ne dépassant pas l’avertissement fantaisiste », les étudiants « affrontèrent cette même police qui tue ordinairement les jeunes qui, nés et élevés dans un berceau non pacifique, doivent être « pacifiés » par les balles — et pas en caoutchouc ». Autrement dit, ils ont eu droit au traitement réservé d’habitude aux pauvres lorsqu’ils se révoltent. Un autre sociologue, Carlos Vainer, évoque carrément la « vieille taupe » chère à Marx à propos de l’ « autisme social et politique des détenteurs du pouvoir » rendus aveugles à ce qui « travaillait dans le sous-sol du tissu social ». Dans la foulée, il va jusqu’à convoquer Mao Tsé-toung pour appliquer à l’urbain la célèbre métaphore extraite du *Petit livre rouge* de « l’étincelle qui peut mettre le feu à toute une prairie ». Et de conclure : « Désormais, dans tout effort d’analyse qui prétende examiner les processus en cours depuis une perspective historique, il faut orienter le regard non vers l’étincelle qui déclenche l’incendie, mais vers les conditions dans lesquelles se trouve la prairie qui, elles, expliquent pourquoi le feu peut se propager. La prairie, comme on le sait à présent, était sèche, prêtre à prendre feu. Cette prairie, ce sont nos villes ».

Néanmoins, l’incendie généralisé annoncé a fait, si l’on peut dire, long feu. Un an plus tard, la coupe du monde s’est déroulée comme si de rien était. Au prix, il est vrai, d’une escalade répressive et d’une mise en état de siège des villes d’accueil empêchant toute manifestation, avec arrestations politiques préventives à la clef.« Pacification » facilitée par l’épuisement des opposants après des mois de mobilisation.Un mois avant le coup d’envoi, pourtant, des milliers de manifestants avaient défilé hurlant le slogan : « la Coupe n’aura pas lieu ». Mais**,** comme le notera un journaliste brésilien, « avant même la finale au stade de *Maracanã*, cette Coupe avait déjà un vainqueur : l’ensemble des grandes entreprises qui ont bénéficié de ces travaux surfacturés et qui rétribuent les faveurs qu’on leur a faites en gaspillant des millions en cadeaux et autres dons offerts aux principaux candidats en campagne électorale ».

Au fil des pages du livre, principalement axé sur les potentialités subversives de cette « révolution urbaine » à la brésilienne, le doute perce cependant ici et là sur l’issue de la lutte. En particulier, sur le fait qu’elle n’ait pas trouvé la plupart du temps d’articulation avec celles qui auraient pu être menées sur d’autres fronts avec d’autres acteurs. Ce qui devrait inciter à mettre un bémol au postulat en vogue véhiculé par un certain radicalisme de campus selon lequel « la ville » est appelée à devenir au cours du XXIe siècle l’épicentre des offensives décisives contre le nouvel ordre capitaliste.

Cette lecture critique doit paraître également dans un prochain numéro de la revue Espaces et sociétés.
Un extrait du livre est disponible sur notre site.

Nos contenus sont placés sous la licence Creative Commons (CC BY-NC-ND 3.0 FR). Toute parution peut être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d’origine activée.

Image en bandeau : détail de la couverture du livre (via les éditions du Sextant).

références

références

⇧ **1** Preuve que le lectorat de ce livre ne reste pas confiné au cercle des spécialistes es-problèmes urbains : il est rapidement devenu un best-seller, étant en un an à sa quatrième réédition.